

Appel à communications : Le genre de l'intégration européenne

Call for papers: Gender and European Integration

Paris, les 19-20 Novembre 2015

Paris, 19-20 November 2015

Version française

À l'occasion du premier congrès de l'institut du genre à Lyon le 3 septembre 2014, l'axe « Genre » du LabEx *Écrire une histoire nouvelle de l'Europe* a organisé un atelier consacré à la construction européenne. Un double constat s'est alors imposé : la rareté des travaux sur le sujet et l'intérêt d'envisager l'histoire de l'intégration européenne avec une approche de genre. Nous souhaitons réunir plus largement celles et ceux qui travaillent sur ces sujets à l'occasion d'un colloque interdisciplinaire qui se déroulera à Paris les 19 et 20 novembre 2015 sur « Le genre de l'intégration européenne ». L'intégration européenne est en l'occurrence entendue dans son acception large : ce colloque s'intéresse à la fois au processus de construction européenne et à l'émergence d'un espace politique et d'une identité commune à l'échelle européenne depuis le début du XX^e siècle.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les « pères fondateurs » de l'Europe ont souvent été célébrés alors que les femmes qui ont également œuvré à sa construction sont bien souvent oubliées. Louise Weiss, parfois qualifiée de « grand-mère de l'Europe », est sans doute la plus célèbre d'entre-elles. Mais quel fut également le rôle des divers mouvements européens de l'entre-deux-guerres, du Lobby Européen des Femmes, de personnalités telles Ursula Hirschmann, Jacqueline Nonon, Fausta Deshormes La Valle (fondatrice de la revue *Femmes d'Europe*) et de tant d'autres actrices de l'intégration européenne ? Quand, comment et avec quels moyens œuvrent-elles pour une Europe plus égalitaire en matière de sexe et de genre ?

La Communauté économique européenne puis l'Union européenne d'une part et le Conseil de l'Europe d'autre part sont des institutions créatrices de droit. L'Union européenne édicte des règles et directives, longuement négociées et traduites ensuite dans les législations nationales. Le Conseil de l'Europe s'est quant à lui donné pour mission de protéger les droits humains et les libertés dans tous les États membres. Quel est tout d'abord l'impact des traités fondateurs à commencer par l'article 14 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (1949) relatif à la non-discrimination notamment fondée sur le sexe, ou encore celui de l'article 119 du traité de Rome (1957) sur l'égalité salariale entre travailleurs hommes et femmes ? Quelles sont par ailleurs les politiques et formes d'action publique spécifiques mises en œuvre par ces institutions pour promouvoir l'égalité de genre (en matière de parité, de prévention de la violence faite aux femmes, etc.) et quels en sont les effets sur le continent européen ? Quelles sont les structures qui portent ces politiques et leur fonctionnement ? Comment enfin s'exprime, au sein des institutions européennes et selon les pays, cet

instrument privilégié de promotion de l'égalité de genre que constitue le *gender mainstreaming* (traduit en français par « approche intégrée de l'égalité ») ? Il importe en outre d'évaluer l'influence de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de celle de la Cour européenne des droits de l'homme sur la protection des droits des femmes et sur les rapports de genre.

Les institutions européennes offrent également des opportunités d'emploi et des mandats temporaires (électoraux ou non) à des hommes et des femmes de divers pays, au même titre que les organisations internationales. Comment fonctionne la répartition hommes/femmes au sein du personnel européen ? Il conviendrait à cet égard d'étudier son évolution depuis les débuts de la construction européenne et ses variations selon les organisations et selon les États membres ?

Enfin, ce colloque a pour ambition d'analyser l'Europe comme idée et comme espace politiques selon le prisme du genre. Comment les citoyens et citoyennes européens utilisent-ils le droit européen pour promouvoir l'égalité de genre ? Quel est le rapport des Européennes à l'égard du projet européen ? Existe-t-il des formes spécifiques d'engagement, d'adhésion ou d'hostilité des Européennes aux valeurs et aux politiques menées par les institutions précitées ? Peut-on y voir des inflexions, des temporalités propres aux différentes étapes de cette histoire (telle que la mise en place d'une citoyenneté européenne avec le traité de Maastricht en 1992 ou les élargissements successifs de l'Union européenne comme du Conseil de l'Europe) ? Ainsi, le refus d'adhésion de la Norvège à l'Union européenne en 1994 a souvent été qualifié de « non » féminin tandis que le vote féminin a été jugé déterminant dans l'adhésion de la Finlande et de la Suède. Le rapport des Européennes à l'égard du projet européen doit-il dès lors également être envisagé sous l'angle géographique ? Enfin, alors que le déficit démocratique de l'Europe est fréquemment souligné, comment la société civile s'organise-t-elle pour faire entendre les questions de genre au cœur du débat européen ?

Le genre a donc fort à faire avec l'Europe. Qu'elle soit considérée comme un espace politique, comme un marché ou comme une aire culturelle, s'interroger sur le genre de l'intégration européenne permet d'en mieux comprendre les origines, le fonctionnement et les effets.

Les propositions de communications pourront s'inscrire dans un ou plusieurs des axes suivants :

- Acteurs et actrices (individuel.le.s et collectif/ves) de la construction européenne
- Textes fondateurs et leurs usages (art 119 du traité de Rome, ...)
- Rapports de genre dans les institutions et organisations européennes (des approches diachroniques, synchroniques, comparatives sont les bienvenues)
- Politiques de genre et histoire des structures qui les portent
- Législations européennes, législations nationales et rapports de genre. Peut-on identifier des moments-clés à l'échelle européenne et des dynamiques spécifiques entre les institutions européennes et les pays membres ?
- Discours de l'Europe sur le genre (à travers des textes de lois, des commissions, rapports sur les violences faites aux femmes en Europe, programmes européens de soutien aux projets de recherche sur les rapports de genre, *gender mainstreaming*)

- Formes d'engagement, d'adhésion et de mobilisations des femmes et/ou pour l'égalité de genre au niveau européen (notamment réseaux féminins ou mixtes mobilisés sur les questions « femmes »)
- Effets des politiques et actions européennes sur les rapports de genre (quels sont-ils ? comment les évaluer ?).

Comité scientifique

Anne-Laure Briatte-Peters (Université de Paris Sorbonne, LabEx EHNE), Eric Bussière (Université de Paris Sorbonne, LabEx EHNE), Yves Dénéchère (Université d'Angers-UMR-CRHIO), Federica di Sarcina (Université eCampus- Novedrate), Delphine Diaz (Université de Reims-Champagne Ardenne, LabEx EHNE), Jean-Michel Guieu (Université Paris I, IRICE), Sophie Jacquot (Centre d'études européennes, Sciences Po), Ariane Jossin (CNRS-Saisir l'Europe & LabEx EHNE), Claire Lafon (Université Saint Louis, Belgique), Julie Le Gac (Université de Paris Sorbonne, LabEx EHNE), Yannick Ripa (Université de Paris 8, LabEx EHNE) Régis Schlagdenhauffen (Université de Lorraine, LabEx EHNE), Françoise Thébaud (Université d'Avignon, LabEx EHNE), Fabrice Virgili (CNRS, LabEx EHNE).

Comité d'organisation

L'équipe « genre » du LabEx EHNE : Anne-Laure Briatte-Peters, Delphine Diaz, Ariane Jossin, Julie Le Gac, Yannick Ripa, Régis Schlagdenhauffen, Françoise Thébaud, Fabrice Virgili.

Modalités de soumission

Les propositions de communication d'un maximum de 300 mots, accompagnées d'un bref CV (une page maximum) doivent être adressées avant le 1^{er} mars 2015 à l'adresse genreurope@gmail.com. Les candidats seront informés de la décision du comité scientifique le 31 mars 2015

Organisation du colloque

Le colloque se déroulera à Paris les 19 et 20 novembre 2015.
Les langues de travail seront l'anglais et le français.



Écrire une histoire
nouvelle de l'Europe



LABEX EHNE - AXE GENRE

English version

Call for papers: Gender and European Integration

On the occasion of the first meeting of the Institut du Genre in Lyon on 3 September 2014, the gender research group of the LabEx project “*Writing a new history of Europe*” organised a workshop on European integration. Two key observations were made: the scarcity of existing research on the subject and the desirability of reconsidering the history of European integration using a gender approach. We now propose to bring together a broader group of researchers working on these subjects in an interdisciplinary conference, to be held in Paris on 19 and 20 November 2015, on “Gender and European Integration”. European integration is to be understood here in the widest sense: this conference treats both the process of European integration and, more broadly, the emergence of a political space and a common identity on a European level since the beginning of the 20th century.

Since the end of the Second World War, the “founding fathers” of Europe have often been celebrated, yet the women who also helped to build a united Europe have often been forgotten. Louise Weiss, sometimes called the “grand-mother of Europe”, is undoubtedly the most famous among them. But what about the role of the various pro-European movements of the interwar period, such as the European Women’s Lobby, or of leading figures such Ursula Hirschmann, Jacqueline Nonon, Fausta Deshormes La Valle (founder of the periodical *Femmes d’Europe*) and many other female contributors to European integration? When, in what ways and with what means did they work to build a Europe that was more equal in terms of sex and gender?

The European Economic Community (subsequently European Union) and the Council of Europe are both law-making institutions. The European Union issues rules and directives, negotiated at length and then translated into national legislation. The Council of Europe, meanwhile, has the mission of protecting human rights and liberties in all the member states. Firstly, what was the impact of the founding treaties, notably Article 14 of the European Convention of Human Rights (1949) regarding non-discrimination based on sex and Article 119 of the Treaty of Rome (1957) on equal pay between male and female works? What specific policies and forms of public action were implemented by these institutions to promote gender equality (in terms of parity, the protection of women from violence, etc.) and what effects did they have around the European continent? What structures enabled these policies to be carried out? And finally, how has “gender mainstreaming”, that favoured instrument in the promotion of gender equality, been applied within the European institutions and in different countries? It is necessary, moreover, to assess the influence of work of the Court of Justice of the European Union and that of the European Court of Human Rights on the protection of women’s rights and on gender relations.

The European institutions also offer men and women from diverse countries opportunities to work and to hold (elected or unelected) office, just as international organisations do. How are men and women distributed within the personnel of these institutions? How has this varied over time since the start of the European project, and how does it vary between different institutions and between different member states?

Finally, this conference seeks to analyse Europe as a political idea and political space through the prism of gender. How do European citizens use European law to promote gender equality? Are there specific forms of engagement, support or hostility among Europeans to the values and policies pursued by the aforementioned institutions? Did the different stages of the history European integration (such as the introduction of European citizenship through the Maastricht Treaty in 1992 or the successive enlargements of the European Union and Council of Europe) bring about particular changes in this respect? For instance, the refusal of Norway to join the European Union in 1994 has often been seen as the “no” of women voters, while the female vote was seen as decisive in bringing about the membership of Sweden and Finland. Does the way European women relate to the European project therefore also have to be considered from a geographical perspective? Given the frequent emphasis on the democratic deficit in Europe, how can civil society organise itself to allow gender questions to be heard at the heart of the European debate?

The issue of gender thus has a lot to do with Europe. Whether Europe is considered as a political space, as a market, or as a cultural area, questioning the relationship between gender and European integration allows us better to understand the latter's origins, functioning and effects.

Paper proposals can treat one or more of the following issues:

- The individual and collective actors of European integration
- Foundational texts and their uses (Article 119 of the Treaty of Rome...)
- Gender relations in the European institutions and organisations (diachronic, synchronic and comparative approaches are welcome)
- Gender policies and the history of the structures that allow for their implementation
- European legislation, national legislation and gender relations. Is it possible to identify key moments on a European level and specific dynamics between the European institutions and the member states?
- Europe's discourses of gender (as evidenced in, for example, legal texts, commissions, reports on violence against women in Europe, European programmes to support research into gender relations, gender mainstreaming).
- Forms of engagement, support and mobilisation of women and/or for gender issues on a European level (notably female or mixed networks mobilised around “women's issues”).
- The effects of European policies and action on gender relations (What are these effects? How can they be assessed?)

Scientific committee

Anne-Laure Briatte-Peters (Université de Paris Sorbonne, LabEx EHNE), Eric Bussière (Université de Paris Sorbonne, LabEx EHNE), Yves Dénéchère (Université d'Angers-UMR-CRHIO), Federica di Sarcina (Université eCampus- Novedrate), Delphine Diaz (Université de Reims-Champagne Ardenne, LabEx EHNE), Jean-Michel Guieu (Université de Paris I, IRICE), Sophie Jacquot (Centre d'études européennes, Sciences Po), Ariane Jossin (CNRS-Saisir l'Europe & LabEx EHNE), Claire Lafon (Université Saint Louis, Belgium), Julie Le Gac (Université de Paris Sorbonne, LabEx EHNE), Yannick Ripa (Université de Paris 8, LabEx EHNE) Régis Schlagdenhauffen (Université de Lorraine,

LabEx EHNE), Françoise Thébaud (Université d'Avignon, LabEx EHNE), Fabrice Virgili (CNRS, LabEx EHNE).

Organising committee

The gender research group of the LabEx EHNE : Anne-Laure Briatte-Peters, Delphine Diaz, Ariane Jossin, Julie Le Gac, Yannick Ripa, Régis Schlagdenhauffen, Françoise Thébaud, Fabrice Virgili.

How to submit a proposal

Paper proposals of a maximum of 300 words, accompanied by a brief CV (1 page maximum) should be sent before 1 March 2015 to genreurope@gmail.com. Candidates will be informed of the scientific committee's decision by 31 March 2015.

Organisation of the conference

The conference will take place in Paris on 19 and 20 November 2015.
The languages of the conference will be English and French.

Pour nous suivre
To follow us

<http://genreurope.hypotheses.org/>



Écrire une histoire
nouvelle de l'Europe



LABEX EHNE - AXE GENRE